



# De nouvelles perspectives pour financer la transition

Faut-il revoir nos outils de raisonnement ?

**Alain Grandjean**

**<https://alaingrandjean.fr/>**



# La crise actuelle est multidimensionnelle

- Ecologique (climat, biodiversité, pollutions, ressources, ...)
- Sociale (pauvreté, inégalités, chômage et sous-emploi...)
- Politique (concentration du pouvoir notamment financier, croissance du populo-fascisme, pertes de démocraties)
- Economique et financière (stagnation au Japon et en Europe, instabilité financière)

Les déluges de liquidité n'ont pas d'impact économique, il génèrent des taux d'intérêt négatifs et sont source de valorisation excessive des actifs financiers et immobiliers. Le risque de crise financière majeure est très élevé.



# La mondialisation néolibérale n'a pas tenu ses promesses. Son coût écologique et social est insoutenable.

## Il nous faut revoir fondamentalement :

- La croyance en l'efficacité du marché
- Nos objectifs et nos indicateurs : en finir avec la croissance quantitative et le fétichisme du PIB
- Nos manières de voir et de compter l'économie et la finance (compter le carbone, la biodiversité etc.)
- La gouvernance des entreprises, des Etats et des instances internationales (OMC, FMI etc) pour un nouveau Bretton-Woods.

Il faut relégitimer la puissance publique et réorganiser la gestion des communs planétaires

- Le droit : imposer des limites au pouvoir des multinationales, leur imposer des devoirs stricts au plan social, fiscal et environnemental. Durcir le droit international de l'environnement

# La finance verte ne va pas sauver le monde; il faut remettre en cause des dogmes et des pratiques

- Le prix du carbone est durablement insuffisant
- L'amélioration de l'information sur les risques financiers est utile mais impacte peu les décisions : on ne constate pas de réallocation significative des flux financiers
  
- Il faut mettre en cohérence les divers instruments de politique publique avec les enjeux écologiques et sociaux (c'est l'une des conclusions du Haut Conseil pour le Climat )
  
- Il faut donner le primat au long terme sur le court terme, au réel sur le financier et repenser :
  - ✓ La réglementation financière et la gouvernance des entreprises,
  - ✓ Les contraintes auto-imposées aux budgets publics,
  - ✓ Le rôle de la politique monétaire

# Quels premiers pas ? Un vrai Green New Deal

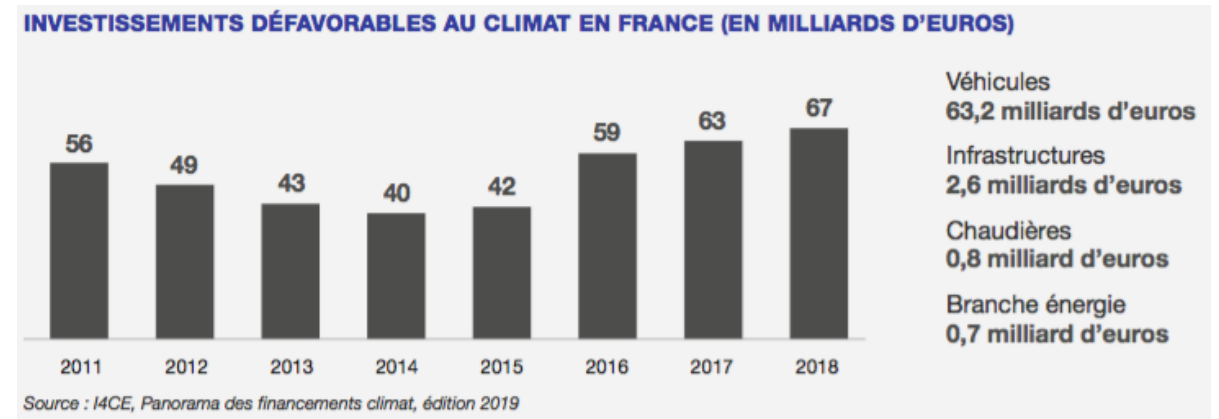
## Investir et désinvestir

Besoins d'investissements publics et privés massifs 1300mds/an dont 300 mds de déficit d'investissement (énergie, réseaux, transports, bâtiment, gestion déchets et eau, urbanisme etc.)  
(C°UE 2016 + BEI 2016)

Freiner puis stopper les investissements privés et publics dans l'économie fossile

France : 67mds d'investissements publics et privés défavorables au climat en 2018 encouragés par environ 16 mds de dépenses fiscales (I4CE 2019)

UE : le pilier 1 de la PAC accorde chaque année des milliards de subventions pour maintenir un système agricole non durable



Ne pas attendre la sortie du « brun » pour financer le « durable »

- Le rythme du désinvestissement brun est contraint socialement et politiquement.
- Les investissements verts doivent commencer au plus tôt
- Les bénéfices (micro et macro) des investissements verts faciliteront l'acceptation de la transformation.

# Quels premiers pas ? Un vrai Green New Deal

## Lever les blocages : réformer le semestre européen et les règles budgétaires

### ➤ Constats préalables

Les investissements publics ont des impacts macroéconomiques positifs.

Les pays européens investissent à peine assez pour entretenir leur patrimoine

Les taux d'intérêt négatif sont une opportunité historique à saisir

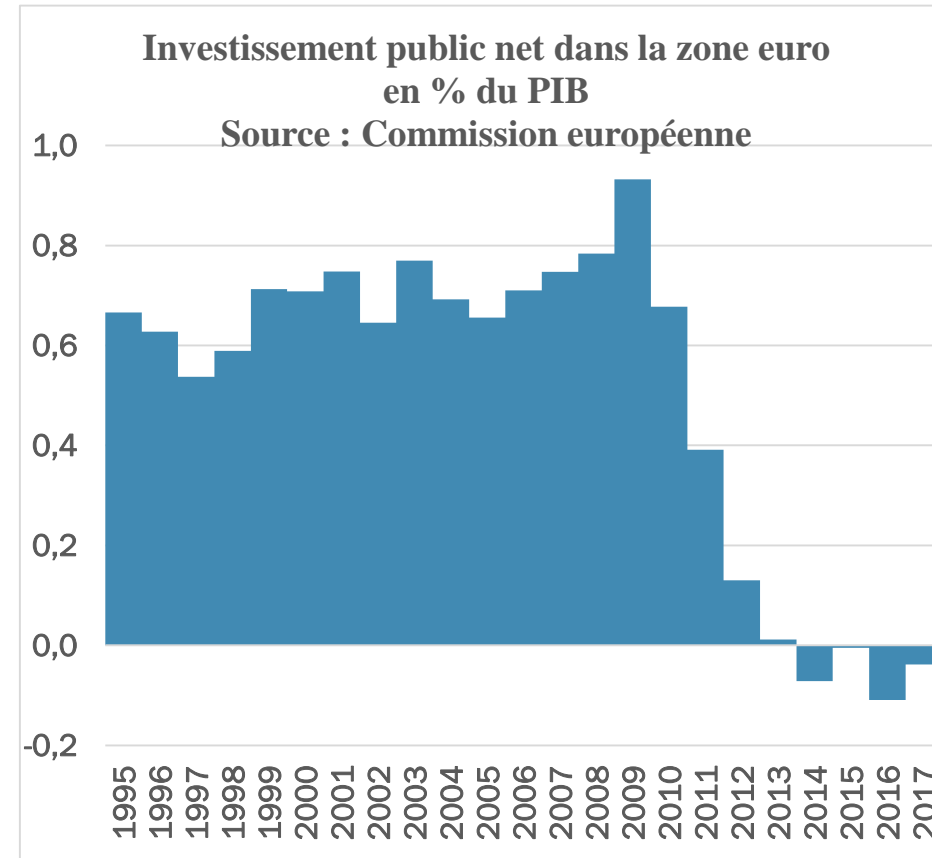
### ➤ Revoir les règles conventionnelles pour faire face aux réalités physiques

Réformer le semestre européen pour donner aux indicateurs sociaux et environnementaux un poids égal à celui des indicateurs financiers. Les deux procédures contraignantes sous le Semestre (budget et déséquilibres macro) ne s'orientent que sur des indicateurs financiers.

Utiliser les marges de flexibilité prévues dans les traités pour sortir les investissements verts des calculs portant sur la dette et les déficits publics.

Renégocier les règles budgétaires du pacte de stabilité.

La nouvelle Commission doit ouvrir la porte à une réforme de la législation en ligne avec les recommandations du Conseil Budgétaire Européen: promotion des investissements, raisonnement anticyclique, revisiter les règles qui traitent de façon asymétrique les pays à faible et à haut niveau d'endettement.



# Quels premiers pas ? Un vrai Green New Deal

## Un environnement bancaire et financier à restructurer

### ➤ **Des banques publiques européennes et nationales au service de la transition:**

Il ne faut pas une banque pour le climat mais un système bancaire public pour la transition.

Débat à mener sur leur refinancement, sachant que l'efficacité de ces financements dépendra de la qualité des politiques publiques qu'ils soutiennent

### ➤ **Mettre le système bancaire et financier au service de la transition :** la régulation financière et monétaire doit à la fois favoriser le vert et pénaliser le brun.

Exemple : des banques centrales plus actives dans le verdissement de leurs collatéraux et de leur achat d'actifs ; imposer un facteur de pénalisation pour les crédits bruns des banques ; réglementer le « shadow banking » ; donner aux particuliers les moyens de décider où ils investissent leur argent (informations et produits d'épargne « bas-carbone »)

...Voir <https://www.finance-watch.org/publication/game-changer-financing-the-european-green-deal/>